

A l'appel des syndicats, plus de 80 mobilisations en France contre l'austérité

PAR MATHILDE GOANEC
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 9 AVRIL 2015



Manifestation parisienne, le 9 avril, contre l'austérité © @Mathilde Goanec

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé ce jeudi dans toute la France, à l'appel de la CGT, FO, Solidaires et de la FSU. Contre l'austérité, la loi Macron, mais aussi pour l'emploi et les services publics : de nombreux enseignants, personnels de santé ou encore grévistes de Radio France étaient présents.

« Tu m'étonnes que les mecs ils pètent les plombs après... » Un groupe de militants CGT commente l'arrivée de leur chef, Philippe Martinez, en tête de cortège de la manifestation anti-austérité de jeudi à Paris. Entouré de son service d'ordre, le leader syndical est aussitôt assailli par une nuée de micros et de caméras. C'est son premier gros mouvement social en tant que responsable de la confédération, à la suite de la démission tumultueuse de Thierry Le Paon en janvier. Bien évidemment, le cégétiste chasse la personnalisation d'un revers de main, tout comme les critiques contre un mot d'ordre anti-austérité jugé trop flou : « Si on ne menait ce type d'action que pour des visées internes à la CGT, on jouerait petits bras. Et puis surtout, ce qui importe, c'est le sort des salariés. Or de l'argent, il y en a. On a réussi à trouver à nouveau plus de deux milliards pour les entreprises, on aurait bien aimé aussi un petit signe du gouvernement sur les salaires. »

Selon la CGT, près de 300 000 personnes ont défilé en France ce jeudi, dont 120 000 à Paris (la police annonce 32 000 manifestants à Paris). Plus de 80 mobilisations ont eu lieu un peu partout en France,

avec parfois des cortèges de plusieurs milliers de salariés, du public comme du privé, à Bordeaux, Marseille ou Lyon. Près d'un quart des enseignants de maternelle ou de l'école élémentaire ont fait grève jeudi, tout comme les contrôleurs aériens, fortement mobilisés, ou certains ouvriers de l'industrie.



Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière © @Mathilde Goanec

À Paris, les syndicats ont vraisemblablement réussi leur coup, après une série de mobilisations en demi-teinte ces dernières années. Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, défile derrière la même banderole que son homologue de la CGT. « Citez-moi une seule mesure, depuis deux ans, dont on puisse dire qu'elle a été faite en direction des salariés et pour eux seuls ? Vous n'en trouverez pas. Le compte pénibilité peut-être, mais quand on voit les obstacles qui s'accumulent dans sa mise en œuvre, je ne suis pas très optimiste... » Les responsables syndicaux, réunis à quelques encablures de la place d'Italie pour ce défilé parisien, se plaignent tous de n'avoir que la rue pour se faire entendre du gouvernement, quand il « suffit à monsieur Gattaz de donner une interview dans un journal pour être entendu ».

Manifestement, les dernières annonces du gouvernement, que ce soit sur le dialogue social ou l'investissement, n'ont pas calmé les esprits échauffés par la loi Macron. « Ce qui a été décidé sur la représentation dans les petites entreprises va dans le bon sens, concède Philippe Martinez, commentant le projet de loi sur le dialogue social qui sera présenté le

22 avril au conseil des ministres. *Mais cela reste très déséquilibré, et nous craignons toujours, par la fusion possible des instances représentatives, une disparition du CHSCT.* »

Loin des caméras, c'est Éric Beynel, l'un des deux porte-parole de Solidaires, qui met en garde sur **le compte personnel d'activité**, un nouveau dispositif annoncé par François Hollande, qui devrait rentrer dans le texte de loi sur le dialogue social. « *On n'a pas beaucoup de détails, si ce n'est que cet outil va rassembler différentes choses qui existent déjà et qui posent problème, comme le compte pénibilité ou les droits rechargeables, dont le patronat s'échine à réduire la portée. Surtout, sa mise en route n'est pas possible avant 2017... Quand il s'agit de mesures fiscales en faveur des entreprises, au contraire, c'est quasi immédiat.* »

Sous sa blouse de papier fin, un masque sur le visage, le jeune Sylvain Carles assure vivre au quotidien les effets de l'austérité que dénoncent les dirigeants syndicaux rassemblés à quelques mètres de lui. Aide-soignant à l'hôpital de Rodez, il travaille 8 heures par jour et 5 jours par semaine, ainsi qu'un week-end chaque mois, pour 1 500 euros brut. Il a presque 10 ans d'ancienneté, et a vu les conditions de travail se dégrader : « *On parle de 22 000 postes supprimés dans la fonction publique hospitalière, et chez nous, déjà, les nouveaux sont recrutés sur des CDD d'un mois, renouvelés sans cesse. Pour la vie privée, c'est difficile, et puis ce n'est pas bon non plus pour les patients.* » Les salariés de la santé se sont d'ailleurs fortement mobilisés ce jeudi, avec nombre de banderoles et de slogans contre la loi sur la santé, examinée actuellement à l'Assemblée nationale.

[[lire_aussi]]

Même ressenti chez ces enseignants, une pancarte SNES-FSU à la main, qui regardent passer les métallos de Lorraine. « *Dans le Morbihan, ce sont trois écoles publiques qui viennent de fermer, s'insurge Philippe Leastic. Notre département détient le triste record d'avoir deux villes de 10 000 habitants sans collège... Alors même qu'on laisse l'école privée prospérer.* » Pour lui et ses collègues, les économies budgétaires

laminent déjà sérieusement les services publics. Même si, selon le gouvernement socialiste, la France **n'est pas soumise au régime d'austérité**.

La banderole Radio France soulève quant à elle la sympathie des manifestants, qui sifflent au passage des salariés de la maison ronde, lancent vivats et applaudissements. Grève emblématique, **longue et visible**, les employés de la radio publique veulent s'inscrire dans une lutte plus large : « *On diminue partout les moyens de production, les petites unités, comme celle du nettoyage à Radio France, analyse cet attaché de production à France musique. On commence comme ça et on finira par tout casser. Pour mener ce combat, les autorités font appel à des dirigeants comptables, qui sont économes en tout sauf sur leurs salaires ou celui de leurs conseillers.* »

Les rémunérations des gros patrons seront, tout au long du défilé syndical, l'occasion de slogans vachards. La veille de la manifestation, **Le Parisien** dévoilait que l'ex-PDG de Vivarte aurait quitté ses fonctions avec un chèque de plus de trois millions d'euros, alors même que 1 600 emplois seraient menacés dans ce groupe regroupant des enseignes telles que La Halle aux vêtements ou André (**lire le parti pris de Laurent Mauduit**).



Manifestation parisienne, le 9 avril, contre l'austérité © @Mathilde Goanec

Pour ne pas laisser le mouvement retomber, FO assure avoir déposé un cahier de revendications auprès de l'Élysée et de Matignon, « *et je pense que Philippe Martinez a fait de même* », a confié Jean-Claude Mailly. Mais l'un comme l'autre ne peuvent nier que la division du champ syndical affaiblit considérablement la portée de leurs souhaits. Ainsi, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, en désaccord sur le mot d'ordre anti-austérité, n'ont pas participé à cet appel interprofessionnel.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.